

Deuxième conférence sur l'émergence de l'Afrique Evaluer la mise en oeuvre des plans d'émergence en Afrique

Mars est décidément le mois de l'émergence de l'Afrique. Après la cinquième édition du Forum des Marchés émergents sur l'Afrique autour du thème «Imaginez l'Afrique dans 40 ans», la deuxième édition de la Conférence internationale sur l'émergence de l'Afrique s'est tenue du 28 au 30 mars à Abidjan, la capitale économique de la Côte d'Ivoire. Cette deuxième conférence est consacrée à la mise en oeuvre des plans d'émergence et à approfondir le débat sur leur mise en oeuvre à la lumière des Objectifs de développement durable, de l'Agenda 2063 de l'Union africaine, et des expériences menées en Afrique et ailleurs.

[Lire pages II et III](#)



Lors de la cérémonie d'ouverture

Le Chiffre du Jour

4,2 %

Prévision du taux de croissance des marchés émergents et des économies en développement, pris dans leur ensemble, pour l'année 2017. Cette croissance devrait passer pour ces économies de 3,4 %, l'an passé, à 4,2 % cette année, sur fond de hausse limitée des prix des produits de base, selon l'édition de janvier 2017 de Global Economic Prospects, qui analyse les perspectives pour l'économie mondiale (2,7 % en 2017 au niveau mondial).

L'«ÉMERGENCE» VUE DES COMORES Mettre l'accent sur l'effort interne

Pour réussir ce pari les nouvelles autorités comoriennes comptent, beaucoup, sur une mobilisation de ressources propres avec une politique drastique de sécurisation des recettes internes. «Nous avons déjà démontré qu'on pouvait investir par des fonds propres. Il y a de l'argent dans ce pays. Il suffit de bien fermer les vannes et de traquer l'argent qui n'entre pas dans les caisses de l'État», semble convaincu le président Azali Assoumani. De même, lors d'un atelier sur l'évaluation et le suivi des objectifs budgétaires du gouvernement, il a lancé : «L'émergence, j'y crois et je vous demande d'y croire».

[Lire page IV](#)



Port de Moroni

CONFÉRENCE SUR L'ÉMERGENCE DE L'AFRIQUE

Echanger sur les conditions de développement du continent

Les Comores sont les grandes absentes de ces assises organisées du 28 au 30 mars à Abidjan en Côte d'Ivoire. Pendant trois jours, plus de quatre cent experts et représentants étatiques et non étatiques africains se sont rencontrés pour débattre sur la thématique de «la mise en œuvre des plans d'émergence en Afrique». Des chefs d'Etat et de gouvernements étaient aussi

de la partie, notamment les présidents du Rwanda, du Sénégal, d'Éthiopie, du Kenya, de Guinée équatoriale et de Côte d'Ivoire.

Dans le cadre de ces échanges de bonnes pratiques africaines, deux grands sous-thèmes ont été à l'ordre du jour à savoir la «Gouvernance des institutions publiques» et la «Transformation structurelle, inclusive et durable».

La deuxième édition de la Conférence internationale sur l'émergence de l'Afrique (Ciea) a clôturé ce jeudi. Pendant trois jours, la capitale de la Côte d'Ivoire, Abidjan, a accueilli plus de quatre cent experts et représentants étatiques et non étatiques africains pour échanger sur les conditions de développement du continent noir. Des représentants d'organisations civiles et d'institutions de recherche en provenance de cinquante-huit pays d'Afrique, d'Europe et d'Amérique ont répondu à ce rendez-vous deux ans après la tenue de la première édition des ces assises dans la même capitale ivoirienne. Il s'agissait d'évaluer la mise en œuvre des plans d'émergence en Afrique à la lumière des expériences déjà menées dans le continent africain et ailleurs. Plusieurs discours furent prononcés au cours de ces assises notamment ceux des différents chefs d'Etats qui ont mis l'occasion à profit pour livrer leurs recettes pour parvenir à l'émergence.

Un constat «surprenant»

Tout d'abord le constat fait par le président de la République de Côte d'Ivoire, pays hôte, Alassane Ouattara, à l'ouverture de cette deuxième édition : «*le développement du continent africain, au cours des cinquante dernières années, nous interpelle. En effet, s'il est vrai que notre continent regorge d'un immense potentiel, avec d'importantes ressources naturelles, plus de 60 pour cent des surfaces cultivables disponibles et un taux élevé de population jeune, il est surprenant de constater que nos pays sont parmi les moins développés, avec des taux de pauvreté les plus élevés au monde*», a-t-il déclaré. Il a, en outre, montré que malgré une croissance relativement forte durant la dernière décennie, la contribution relative de l'Afrique subsaharienne à l'économie mondiale a faiblement évolué. Le chef de l'Etat ivoirien a rappelé que la part du continent africain dans la production de richesses mondiales n'était que de 3,1 pour cent en 2015, alors que celle des



pays asiatiques a plus que triplé depuis 1980, pour atteindre 31 pour cent en 2015. Par ailleurs, le taux d'investissement dans la région Afrique, estimé à 20,5 pour cent du Produit intérieur brut (Pib) en 2015, reste encore trop faible au regard des 41,4 pour cent investis dans les pays d'Asie. «C'est de ce constat que notre réflexion sur l'émergence tire toute son essence.

Un changement de paradigme

Aujourd'hui, nous avons tous pris conscience de cette situation et de l'impérieuse nécessité de rattraper notre retard», a soutenu le président Ouattara devant ses pairs et les centaines d'experts venus d'Afrique et du monde entier. Dans un ton plutôt offensif, le président de la République de

Guinée, Alpha Condé, a, pour sa part, plaidé pour un changement de paradigme dans les relations entre certains pays du continent et la France. Il est temps, a-t-il plaidé, de couper le cordon ombilical avec l'ancienne puissance coloniale. «L'Union africaine est financée par l'Union européenne, comment voulez-vous parler d'indépendance?», a lâché le président en exercice de la Conférence des chefs d'Etat de l'Union africaine.

Le président en exercice de l'Union Africaine a déploré en outre, l'exode des milliers de jeunes africains vers l'Europe du fait du manque d'opportunités sur le continent. Les défis majeurs auxquels fait face le continent sont, donc, à ses yeux, la transformation de l'économie et de la société africaine ainsi que la nécessité d'accroître les investissements pour plus de croissance.

Les «High five»

Ce sont les cinq domaines prioritaires sur lesquels la Bad concentrera ses efforts pour faire avancer le programme de transformation de l'Afrique au cours des dix années à venir : Éclairer l'Afrique et lui fournir de l'électricité - Nourrir l'Afrique - Intégrer l'Afrique - Industrialiser l'Afrique - et Améliorer la qualité de vie des Africains.

Ces cinq domaines qui répondent pleinement à la Stratégie décennale de la Banque sont sensés servir de ligne directrice aux pays africains pour s'engager dans une transformation durable. Ils représenteraient 90 pour cent des Objectifs de développement durable (Odds) et 90 pour cent de l'agenda 2063.

"L'avenir que nous voulons" pour l'Afrique : Agenda 2063 de l'Union africaine

Lors de la 24ème session ordinaire de la Conférence de l'Union africaine qui a eu lieu à Addis-Abeba, du 30 au 31 janvier 2015, les chefs d'Etat et de gouvernement de l'Ua ont adopté l'Agenda 2063. Cet agenda est "à la fois une vision et un plan d'action. C'est un appel à l'action à tous les segments de la société africaine à travailler ensemble pour construire une Afrique prospère et unie, fondée sur des valeurs communes et un destin commun".

1. Une Afrique prospère fondée sur une croissance inclusive et un développement durable;
2. Un continent intégré, politiquement uni, basé sur les idéaux du panafricanisme et sur la vision de la renaissance de l'Afrique;
3. Une Afrique où règnent la bonne gouvernance, la démocratie, le respect des droits de l'homme, la justice et l'état de droit;
4. Une Afrique pacifique et sécurisée;
5. Une Afrique dotée d'une identité, d'un patrimoine commun, de valeurs partagées et d'une éthique culturelle forte;
6. Une Afrique où le développement est axé sur les populations, et s'appuie notamment sur le potentiel des femmes et des jeunes;
7. Une Afrique, en tant qu'acteur et partenaire fort, unie et influente sur la scène mondiale.

Echanger sur les conditions de développement...

L'Afrique qui se bat

De son côté, le président de la République du Sénégal, Macky Sall, a soutenu que l'Afrique était loin des «Plans d'ajustement structurel» (Pas), puisqu'on parle de plans d'émergence. «Malgré ses multiples défis notre continent est sur la bonne voie. Le défi, c'est de rendre irréversible cette dynamique positive. C'est tout le sens de ce rendez-vous qui nous donne l'occasion de discuter de l'Afrique qui a de l'ambition pour son avenir, qui a confiance en son potentiel et ses opportunités, qui se bat pour la croissance, le développement et la prospérité», a déclaré le président du Comité d'orientation du «Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique» (Nepad).

Pour le président Macky, qui a initié le «Plan Sénégal Emergent en 2035», l'émergence ce n'est pas seulement des projets d'infrastructures à exécuter mais aussi et surtout des habitudes à changer.

Un modèle à inventer

Selon l'administrateur du Programme des Nations unies pour le développement (Pnud), Helen Clark, l'exemple ivoirien est le résultat des réformes structurelles et des investissements clés pour stimuler l'émergence. Reste à assurer une meilleure répartition des fruits de la croissance dans un continent où les 20 pour cent des personnes disposant de revenus les plus élevés gagnent dix fois plus que les 20 pour cent disposant de revenus les plus bas.

Pour illustrer un peu plus la situation du continent, le président de la Banque africaine de développement (Bad), Akinwumi Adesina, a fait une piqûre de rappel en citant quelques chiffres d'une année 2016 jugée difficile. Selon lui, le continent a enregistré, cette année, l'une de ses plus faibles croissances, soit 2,2 pour cent. «Quelque vingt pays ont enregistré une croissance située entre 3 et 5 pour cent, ce qui est une performance par rapport au reste du monde», a, cependant, tempéré le patron de la Bad.

principaux critères pour désigner les pays émergents

Il n'existe pas de critères types pour qualifier un pays d'émergent. Néanmoins les points les plus utilisés par les experts sont les suivants :

Une croissance économique potentielle : elle doit être supérieure à 5 % sur le long terme.

La démographie : la population doit être jeune et équilibrée et avec une croissance démographique soutenable. Pour certains économistes, posséder 100 millions d'habitants est un minimum afin de constituer un marché domestique important.

Une économie diversifiée : l'économie ne doit pas être dépendante des exportations de matières premières. Des secteurs comme l'industrie et les services sont donc développés.

La stabilité politique : les institutions politiques doivent être stables pour permettre la mise en place de politiques de longue durée (constructions d'infrastructures...).

Akinwumi Adesina a, pour l'occasion, plaidé pour une appropriation par les pays africains des fameux «high five». Rappelons que la conférence a été organisée par le gouvernement ivoirien et le Programme des Nations unies pour le développement (Pnud), en partenariat avec la Banque mondiale (Bm) et la Banque africaine de développement (Bad).

Rassemblés par
Ks

Ces pays émergents qui ont pris part à la Ciea 2017

La République populaire de Chine, représentée par le vice-ministre du Commerce; Singapour, représentée par le ministre d'Etat, ministre du Commerce et de l'Industrie et l'Argentine représentée par le ministre des Affaires étrangères.



Le président Alassane Ouattara

Quelques obstacles à la mise en oeuvre des plans d'émergence des pays africains et...

Les retours d'expérience montrent que les pays d'Afrique au sud du Sahara disposant d'un plan d'émergence sont parfois confrontés à des obstacles opérationnels récurrents, parmi lesquels :

- La difficulté à prioriser les projets à mettre en oeuvre, à assurer leur soutenabilité financière et opérationnelle et à gérer les éventuels goulets d'étranglement ;
- Les difficultés à mobiliser des ressources financières hors budget de l'Etat, afin de soutenir le rythme d'investissement élevé nécessaire à l'impulsion d'une forte croissance ;
- Un manque d'études techniques et financières des projets, qui accroît les risques d'échecs et entraîne des surcoûts importants ;
- Une culture insuffisante du résultat au niveau des structures chargées de la mise en oeuvre, notamment dans la fonction publique, ce qui limite les capacités de gestion par la performance ;
- Des lacunes dans le dispositif de suivi-évaluation qui nuisent à la qualité du pilotage stratégique et opérationnel des plans d'émergence.

...quel mécanisme pour financer l'émergence ?

La réflexion sur les mécanismes de financement de l'émergence sera également menée, à la suite de la Conférence sur le financement du développement, en analysant les options possibles.

Il s'agira, dans cette optique, d'explorer les modalités d'amélioration de la mobilisation des ressources internes, y compris la fiscalité sans nuire à la qualité de l'environnement des affaires, sachant que la contribution de l'Aide publique au développement (Apd) jouera, de plus en plus, un rôle plus catalytique dans le financement du développement.

Concernant l'accès aux financements privés internationaux, y compris les Partenariats public-privé (Ppp), les pays africains, tout en continuant à les privilégier, doivent mieux maîtriser les risques liés à la volatilité des marchés (taux de change, taux d'intérêt, etc.) et au montage des Partenariats public-privé pour éviter le surendettement ou la crise des finances publiques. Notons que l'Afrique au sud du Sahara a une pression fiscale plus faible que celles des économies émergentes (21 pour cent en 2010-2015 contre 25 pour cent pour l'Asie émergente ou en développement, 29 pour cent pour l'Amérique latine et les Caraïbes, 37 pour cent pour l'Europe émergente ou en développement).



La Chine et la Banque mondiale ont monté un nouvel organisme pour financer les projets d'infrastructure en Afrique

Des Omd aux Odd, le nouveau programme de l'Onu pour éradiquer la pauvreté dans le monde

Au sommet sur le développement durable en septembre 2015, les États membres de l'Onu ont adopté un nouveau programme de développement durable qui comprend un ensemble de dix-sept objectifs mondiaux pour mettre fin à la pauvreté, lutter contre les inégalités et l'injustice, et faire face au changement climatique d'ici à 2030.

Ceux-ci sont assortis de cent soixante neuf cibles concernant toutes les dimensions du développement durable : lutte contre la pauvreté, la faim, la santé et l'hygiène, l'éducation, l'égalité entre les sexes, le travail décent et la croissance économique, «les énergies propres et d'un coût abordable», la lutte contre le changement climatique, les «villes et communautés durables», la conservation de la biodiversité marine et terrestre ou encore la «paix et la justice».

Il s'agit, en bref, d'un cadre international destiné à mobiliser les efforts de tous les pays pour rendre la planète durable et équitable avant 2030. Succédant aux Objectifs du millénaire pour le développement (Omd), ces objectifs internationaux visent à orienter les flux d'aide au développement et les politiques publiques, dans le but d'en finir avec la pauvreté, la faim, les discriminations, les inégalités et les dégradations environnementales.

L'«ÉMERGENCE» VUE DES COMORES

«Bientôt des investissements conséquents dans tous les secteurs»

C'est lors du dernier séminaire gouvernemental qui avait comme objet de faire un bilan exhaustif de sept mois d'action et de dégager les perspectives de l'année 2017, que le président Azali s'est étendu, particulièrement, sur de grands projets sensés engager le pays dans la voie du développement et permettre d'atteindre l'objectif de pays émergent d'ici 2030. «La croissance du pays est passée de 1 à 2 pour cent en sept mois. L'objectif est d'atteindre les 4 pour cette année. Par conséquent, des investissements conséquents vont être réalisés dans tous les secteurs», avait-il déclaré.

L'émergence, j'y crois et je vous demande d'y croire», réitérait il y a un peu plus d'une semaine le président Azali Assoumani, lors d'un atelier sur l'évaluation et le suivi des objectifs budgétaires du gouvernement. Faire des Comores un pays émergent à l'horizon 2030, tel est l'objectif que se sont fixés les nouvelles autorités comoriennes.

Pour réussir ce pari le gouvernement comorien compte, tout d'abord, sur une mobilisation de ressources propres avec une politique drastique de sécurisation des recettes internes. «Lors de mon premier mandat, en dehors des emprunts de la Banque mondiale, nous avons démontré qu'on pouvait investir par des fonds propres. Il y a de l'argent dans ce pays. Il suffit de bien fermer les vannes et de traquer l'argent qui n'entre pas dans les caisses de l'État», avait alors soutenu le chef de l'État.

Le gouvernement fait aussi du recadrage des projets financés par les partenaires, un passage obligé. «Certes, l'exercice n'a pas été ou n'est pas évident mais, tout compte fait, le climat de compréhension s'installe», rassure le secrétaire générale du gouvernement à propos de cette nouvelle approche destinée à «remettre les pendules à l'heure en ce qui concerne l'orientation de l'aide au développement». C'est au mois de janvier dernier à l'occasion du séminaire du gouvernement, où il était question de faire un bilan exhaustif des sept derniers mois de l'équipe gouvernementale et de dégager les perspectives de l'année 2017, que le

Perspectives de Croissance

Selon la Loi des finances 2017, le cadre macroéconomique prévoit une croissance économique qui passe de 2 pour cent en 2014, 1 pour cent en 2015, 1,5 pour cent en 2016 (estimation) et, dans l'hypothèse d'un rattrapage progressif du retard de l'accroissement de l'investissement, 2,2 pour cent au titre de l'année 2017 ce qui est en deçà du taux de croissance démographique qui est estimé à 2,5 pour cent. L'inflation continue d'être modérée.



Lors du séminaire gouvernemental

président Azali a, particulièrement, parlé des grands projets sensés engager le pays dans la voie du développement et permettre d'atteindre l'objectif de pays émergent d'ici 2030. «Selon les chiffres du Fmi, la croissance du pays est passée de 1 à 2 pour cent en sept mois. L'objectif est d'atteindre les 4 pour cette année. Par conséquent, des investissements conséquents vont être réalisés dans tous les secteurs», avait-il alors lancé devant ses collaborateurs.

Energie et infrastructures aéroportuaires

Pour amorcer cette relance économique, le gouvernement s'est déjà doté d'un plan d'investissement de plus 470 milliards de francs sur la période (Lire Watwan Eco du 28 octobre 2016). Ce plan décline tous les investissements physiques dont le pays a besoin durant les cinq années de mandat du président Azali.

Environ 70 pour cent de l'investissement total sera consacré aux infrastructures et à la relance des activités économiques de production. La répartition, faite par secteur d'intervention, indique une forte proportion d'emprunts de l'ordre de 56 pour cent, suivis par les dons, 30 pour cent.

L'Etat, pour sa part, contribuera à hauteur de 14 pour cent du total des investissements. «Ces emprunts seront, en majorité, contractés par la Société nationale des investissements auprès d'institutions financières locales et/ou internationales». Cette société est déjà instituée depuis le mois de janvier dernier.

Une solution («provisoire») a été trouvée par rapport au problème énergétique causé par les coupures intempestives et endémiques qui frappaient de plein fouet l'archipel, depuis plusieurs années. Ce problème a été en grande partie à l'origine d'un ralentissement de la croissance économique du pays. En effet, depuis le mois de février dernier, une nouvelle centrale thermique d'une puissance cumulée de 18 mégawatts a été mise en service dans l'île de Ngazidja. Quatre groupes électrogènes ont été acquis pour renforcer les capacités énergétiques à Mwali et deux à Ndzuani, mais leur mise en service prend encore du temps. «L'énergie est un vecteur de relance économique, tous secteurs confondus», avait rappelé le vice-président chargé du

ministère de l'Energie, Djaffar Ahmed Saïd Hassan.

Pour mobiliser ces fonds, l'Etat va, également, consolider des partenariats traditionnels, bilatéraux et multilatéraux déjà existants et s'ouvrir à d'autres partenariats potentiels. Mais l'accent sera mis sur l'effort interne.

Aéroport et port en eau profonde

Ainsi dans cette perspective de relance économique, l'Etat a déjà signé deux protocoles d'accord pour la construction d'un nouvel aéroport et d'un port en eau profonde à Ngazidja. Les sociétés chinoises China Road and Bridge Corporation et SinoHydro sont, respectivement, les partenaires dans ces deux pro-

jets. Entre autres projets d'infrastructures, le gouvernement prévoit d'investir dans les routes entre autres.

Pour ce qui est des secteurs sociaux, un plan d'urgence est, par exemple, concocté pour le centre hospitalier national El-maarouf. Les autorités prévoiraient la construction d'un nouvel hôpital d'une capacité d'environ six cents lits sur le site du centre hospitalier.

Kamardine Soulé

De la Scrp à la Sca2d

L'Union des Comores s'est dotée, depuis 2009, d'un Cadre stratégique global pour son développement. Adoptée en 2003 dans sa version intérimaire, la Stratégie de croissance et de réduction de la pauvreté (Scrp) a été révisée en 2005 et adoptée en sa version finale en 2009 pour couvrir la période 2010-2014. Arrivé à terme de ce programme, les autorités comoriennes ont formulé une nouvelle stratégie nationale pour la période 2015-2019. Ce nouveau cadre est baptisé «Stratégie de croissance accélérée de développement durable» (Sca2d). De manière globale, la nouvelle stratégie vise à accélérer et diversifier la croissance pour réduire la pauvreté et les inégalités et créer des emplois, en phase avec le principe de développement durable. Deux scénarios sont envisagés dans le cadre de la mise en oeuvre de ladite stratégie : le premier scénario dit «scénario tendanciel» prolonge et accentue les tendances enregistrées ces quatre dernières années et devrait porter le rythme moyen de croissance économique de 2,7 pour cent en moyenne entre 2010 et 2013 à 4 pour cent en moyenne sur la période 2015-2019.

Watwan'Eco* - Bp 984 - Magudjuu, Moroni Union des Comores - Tl : 773.44.48

Directeur de la publication: Ahmed Ali Amir - Rédacteur en chef général: Mohamed Inoussa - Rédacteur en chef adjoint : Kamardine Soulé

- Secrétariat de rédaction, maquette et réalisation : Hassane Mondjé (Madjuwani hasani) - Correction sur épreuve : Ahmed Ali Amir. Images : Ibrahim Youssouf, Charane Mohamed. A participé à la rédaction de cette édition : Kamardine Soulé. *Watwan'Eco est un supplément du quotidien Al-watwan